



Télécharger sous pdf | s'abonner gratuitement | Numéros précédents disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 179 - Juin 2012

NOTRE OPINION

- [Ce qui est en jeu à Rio + 20](#)

RIO+20 : L'AVENIR QUE NOUS NE VOULONS PAS

- [De Rio à Rio : la voie qu'on nous a volée](#)
- [De l'énergie durable pour tous, ou encore un plan pour accroître les profits des compagnies énergétiques ?](#)
- [L'économie verte selon la FAO : davantage de 'déserts verts'](#)
- [Le grand cirque du « verdissage »](#)

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- [Le sommet des peuples à Rio : un processus d'accumulation et de convergence des luttes populaires](#)
- [La Via Campesina fait face à l'avancée du capitalisme, à Rio+20 et au-delà](#)
- [Contre la mainmise des entreprises sur Rio+20](#)
- [Publication sur l'économie verte](#)
- [Vidéo sur REDD](#)
- [Vidéo sur l'économie verte](#)

[index](#)

NOTRE OPINION

-Ce qui est en jeu à Rio + 20

Au moment où nous publions ce bulletin, le Sommet des Peuples commence au Brésil. En mai, dans sa réunion de préparation de Rio+20, le Groupe de coordination internationale du Comité facilitateur du Sommet des Peuples pour la société civile, dont le WRM fait partie, lança un appel à l'unité et à la mobilisation des peuples, pour la vie et pour les biens communs, pour la justice sociale et environnementale, contre la marchandisation de la nature et contre « l'économie verte ». Nous souhaitons faire part à nos lecteurs de cet appel international.

La véritable cause structurelle des multiples crises est le capitalisme, sous ses formes

classiques et nouvelles de domination, qui concentre la richesse et produit les inégalités sociales, le chômage, la violence contre le peuple, la criminalisation de ceux qui le dénoncent. Le système de production et de consommation actuel – dont les grandes multinationales, les marchés financiers et les gouvernements sont les garants – produit et accélère le réchauffement et la crise climatique internationale, la faim et la malnutrition, la disparition des forêts et de la diversité biologique et socioculturelle, la pollution chimique, l'épuisement de l'eau potable, la désertification croissante des sols, l'acidification des mers, l'accaparement des terres et la marchandisation de tous les domaines de la vie dans les villes et les campagnes.

L'économie "verte", contrairement à ce que son nom suggère, n'est qu'une autre étape d'accumulation capitaliste. Rien dans l'économie "verte" ne remet en question ou ne remplace l'économie basée sur l'extraction de combustibles fossiles, ou ses modèles de consommation et de production industrielle. Au contraire cette économie ouvre de nouveaux territoires à l'économie qui exploite les personnes et l'environnement, alimentant ainsi le mythe que la croissance économique infinie est possible.

Le modèle économique qui a échoué, que l'on déguise aujourd'hui en vert, cherche à soumettre tous les cycles vitaux de la nature aux règles du marché et à la domination de la technologie, de la privatisation et de la marchandisation de la nature et de ses fonctions, ainsi que les savoirs traditionnels, en renforçant les marchés financiers spéculatifs grâce aux marchés du carbone, aux services environnementaux, aux compensations pour la biodiversité et au mécanisme REDD+ (Réduction des émissions de CO2 provenant de la déforestation et de la dégradation forestière).

Les transgéniques, les agro-toxiques, la technologie Terminator, les agro-combustibles, les nanotechnologies, la biologie synthétique, la vie artificielle, la géo-ingénierie et l'énergie nucléaire, entre autres, sont présentées comme des "solutions technologiques" aux limites naturelles de la planète et aux multiples crises, alors qu'elles ne répondent pas aux véritables causes qui les provoquent.

De plus, on promeut l'expansion du système alimentaire agro-industriel, l'une des causes les plus importantes des crises climatiques, environnementales, économiques et sociales, approfondissant la spéculation sur les aliments, et favorisant les intérêts des multinationales de l'agro-industrie, au détriment de la production locale, paysanne, familiale, des peuples indigènes et des populations autochtones, affectant ainsi la santé de tous.

La stratégie de négociation au sein de la Conférence Rio+20, consiste pour certains gouvernements des pays riches à proposer une régression par rapport aux principes décidés à Rio 92, tels que le principe de responsabilité commune et différenciée, le principe de précaution, le droit à l'information et à la participation. Ils menacent des droits déjà acquis, tels que le droit des peuples indigènes, le droit des populations et nations autochtones et paysannes, le droit à l'eau, les droits des travailleurs et des travailleuses, les droits des migrants, le droit à l'alimentation, au logement, à la ville, les droits des jeunes et des femmes, le droit à la santé en matière de sexualité et de reproduction, à l'éducation et les droits culturels.

On tente d'instaurer lesdits Objectifs de développement durable (ODS) qui seront utilisés pour promouvoir l'"économie verte", fragilisant encore plus les Objectifs du

millénaire pour le développement (OMD), déjà insuffisants.

Le processus officiel propose d'établir des formes de gouvernance environnementale mondiale, qui auraient pour rôle d'administrer et faciliter cette "économie verte", à travers la Banque Mondiale et d'autres institutions financières publiques ou privées, nationales et internationales, ce qui provoquerait un nouveau cycle d'endettement et d'ajustements structurels déguisés en vert. Il ne peut exister de gouvernance démocratique mondiale sans en finir avec la domination exercée par les multinationales sur les Nations Unies.

Nous refusons ce processus et faisons appel à tous pour venir renforcer les manifestations et les constructions d'alternatives dans le monde entier.

Nous luttons pour un changement radical du modèle actuel de production et de consommation, en renforçant notre droit à nous développer en s'appuyant sur les modèles alternatifs basés sur des réalités multiples vécues par les peuples, réellement démocratiques, respectant les droits humains et collectifs, en harmonie avec la nature et la justice sociale et environnementale.

Nous affirmons la construction collective de nouveaux paradigmes basés sur la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire, sur la lutte pour la vie et les biens communs, sur l'affirmation de tous les droits menacés tels que le droit à la terre et au territoire, le droit à la ville, les droits de la nature et des générations futures, et sur l'élimination de toute forme de colonialisme et d'impérialisme.

Nous faisons appel à tous les peuples du monde pour appuyer la lutte du peuple brésilien contre la destruction de l'un des plus importants cadres légaux de protection des forêts (Code Forestier), qui ouvre la porte à une déforestation accrue au profit des intérêts de l'agro-industrie et au renforcement de la monoculture ; appuyer également la lutte contre la mise en place du méga-projet hydraulique de Belo Monte, qui affecte la survie et la vie des peuples de la forêt ainsi que la biodiversité amazonienne.

Nous renouvelons notre invitation à participer au Sommet des Peuples qui aura lieu du 15 au 23 Juin à Rio de Janeiro. C'est une étape importante des luttes mondiales pour la justice sociale et environnementale que nous construisons depuis Rio 92, notamment à partir de Seattle, du FSM, de Cochabamba, où se sont amplifiées les luttes contre l'OMC et l'ALCA, pour la justice climatique et contre le G20. Nous intégrons également les mobilisations de masse et luttes populaires comme Occupy, les indignés, la lutte des étudiants chiliens et le printemps arabe.

Nous faisons appel à tous pour les mobilisations mondiales du 5 juin (Journée internationale de l'environnement), du 18 juin contre le G20 (qui cette fois sera axé sur la "croissance verte") et du 20 juin pour la marche du Sommet des peuples à Rio de Janeiro et dans le monde entier, pour la justice sociale et environnementale, contre l'"économie verte", la marchandisation de la vie et de la nature et pour les biens communs et les droits des peuples.

*Le Groupe d'articulation (GA) international du Comité de facilitation pour la Société civile à Rio+20 (CFSC) au Sommet des peuples est constitué de 35 réseaux, organisations et mouvements sociaux de 13 pays différents. Ses représentants travaillent ensemble au GA national (avec 40 réseaux représentés) pour la coordination méthodologique et

politique du Sommet des peuples, événement parallèle et critique de Rio+20, qui réunira des millions de personnes à l' « Aterro do Flamengo », du 15 au 23 juin.

[index](#)

RIO+20 : L'AVENIR QUE NOUS NE VOULONS PAS

– De Rio à Rio : la voie qu'on nous a volée

Dans quelques jours commencera à Rio de Janeiro, au Brésil, la conférence dénommée Rio+20. Dans cette même ville, il y a 20 ans, eut lieu le Sommet de la Terre, ou Sommet de Rio, ou Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, le premier grand sommet mondial avec 8 000 délégués officiels inscrits, auquel assistèrent 108 chefs d'État ; parallèlement, un forum de la société civile fut organisé, qui réunit plus de 5 000 participants.

Bien que ce sommet soit considéré comme l'événement historique qui fit le lien entre l'environnement et le développement, cela faisait déjà une vingtaine d'années qu'on discutait de la manière de résoudre la contradiction évidente entre le développement conventionnel (capitaliste et industriel) et ses coûts écologiques et sociaux, et de faire face à l'épuisement imminent des biens naturels. La pensée écologiste florissait, enrichissant les façons d'interpréter la réalité.

En juin 1972 eut lieu à Stockholm, en Suède, la première Conférence des Nations unies sur l'environnement humain, pour discuter de la situation environnementale de la planète. À partir de là, le débat porta sur l'opposition écologie vs économie.

Plus tard, dans les années 1980, s'écartant de l'idée d'adapter le développement à l'environnement, la notion de « développement durable » commença à mûrir. Elle reconnaissant le besoin impérieux de reformuler l'idée de développement en y introduisant les dimensions écologique et sociale. La Commission mondiale des Nations unies sur l'environnement et le développement rédigea le rapport intitulé « Notre avenir à tous », qui disait : « C'est à l'humanité de faire en sorte que le développement soit soutenable, c'est-à-dire qu'il réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », et qui ajoutait : « Un monde où la pauvreté et l'injustice sont endémiques sera toujours sujet aux crises écologiques et autres. Le développement soutenable signifie que les besoins essentiels de tous sont satisfaits, y compris celui de satisfaire leurs aspirations à une vie meilleure ».

Par la suite, les Nations unies convoquèrent au Sommet de Rio, qui eut lieu en 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil. Cet événement, ainsi que les processus qu'il engendra, furent le théâtre d'une forte opposition entre une vision authentiquement écologiste et sociale et la tentative du grand capital de maintenir en place le système et les structures qui le font vivre... et qui aboutirent à la crise actuelle.

Le résultat le plus important du Sommet fut peut-être le principe des responsabilités communes mais différenciées entre les pays du Nord et ceux du Sud : il représenta la reconnaissance de la responsabilité historique des pays riches dans la génération de la

crise écologique.

De ce sommet découla aussi une Déclaration de principes où l'environnement et le développement sont mis en rapport, un Plan d'action (Agenda 21), trois conventions (la Convention sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique, la Convention de lutte contre la désertification), une Déclaration sur les forêts, et un fonds pour le financement de projets (FEM).

Dix années plus tard, Johannesburg, en Afrique du Sud, fut le siège de la conférence Rio+10, où devint plausible le pouvoir exercé par les entreprises sur le processus des Nations unies : elles firent main basse sur l'espace et sur le discours de cette organisation, pour le vider de son contenu.

Une centaine de directeurs exécutifs et près de 700 délégués de plus de 200 entreprises participèrent activement au sommet de Johannesburg, où ils ont vendu leur image et parlé de « responsabilité d'entreprise » pour essayer d'éviter l'application de réglementations obligatoires. À l'époque, au moment de la dernière conférence préparatoire, Ricardo Carrere écrivait dans l'éditorial de notre bulletin : « L'intérêt et la préoccupation sont croissants dans le monde entier au sujet de ce processus qui porte à s'interroger sur la capacité du prochain sommet de Johannesburg de résoudre les problèmes auxquels fait face l'humanité. Cette incertitude est le résultat de ce qui est arrivé (ou plutôt de ce qui n'est pas arrivé) pendant les dix années écoulées depuis le Sommet de la Terre de 1992, où les gouvernements convinrent d'appliquer de multiples mesures pour répondre aux problèmes écologiques de la planète. Hélas, il faut reconnaître que, mis à part la réalisation de nombreuses réunions internationales et la signature de nombreux accords, ce qui a été fait est peu de chose. Le 'développement durable' semble être devenu un terme à la mode, vide de sens, que les gouvernements et les entreprises brandissent pour tromper l'opinion publique ».

(Bulletin n° 58 du WRM)

En effet, Rio+10 adhéra au programme de la Déclaration de Doha (de l'Organisation mondiale du commerce, OMC) et à celui du Consensus de Monterrey (patronné par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et des délégués de grandes entreprises). La conférence mit l'accent sur des notions telles que la croissance économique, l'investissement étranger direct et la libéralisation du commerce, en tant que conditions du « développement durable ».

La réponse populaire fut retentissante : près de 20 000 personnes marchèrent de l'humble district d'Alexandra au siège du sommet, dans le quartier riche de Sandton, pour protester contre ce qu'elles qualifièrent de « apartheid économique mondial ».

Depuis, les luttes populaires ont continué, mais le grand capital s'est vêtu de vert pour profiter de toutes les occasions. Les systèmes de certification, qui prétendent rendre « durables » ou « responsables » des initiatives destructrices, comme les plantations à grande échelle, ont proliféré. En un tour de passe-passe, l'engagement des pays du Nord à réduire leurs émissions s'est transformé en possibilités d'affaires dans le marché du carbone. D'un trait de plume, les transnationales ont cessé de faire partie du problème et sont devenues l'élément central de la solution.

À titre d'exemple, l'entreprise britannique Schroders, leader international de la gestion

d'actifs, créa en 2007 un fonds d'investissement associé au changement climatique. Son directeur, Robin Stoakley, annonçait avec enthousiasme les possibilités de profit économique qu'offre la crise environnementale : « Nous pensons que les investissements dans les entreprises qui profiteront des efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique offriront d'excellentes rentabilités. La lutte contre le changement climatique sera probablement le principal thème de l'investissement mondial pendant les 20 prochaines années et même plus tard » (cité dans "Economía verde. El asalto final a los bienes comunes", [http://www.wrm.org.uy/temas/Economía Verde/asalto final a los bienes comunes.pdf](http://www.wrm.org.uy/temas/Economia%20Verde/asalto%20final%20a%20los%20bienes%20comunes.pdf)).

C'est ainsi que nous arrivons à Rio+20, encore une Conférence des Nations unies sur le développement durable, dans un contexte où la mondialisation économique et financière a entraîné les sociétés dans une compétition croissante et où la marchandisation et la privatisation atteignent des domaines inconcevables. Les droits ont disparu des tables de discussion et le marché, sous un voile technoscientifique, a été imposé comme seule solution possible de tous les problèmes.

Rio+20 n'éveille aucun espoir chez les organisations et les mouvements sociaux qui, visant plus loin que cette conférence, ont construit le Sommet des Peuples. Celui-ci aura lieu à Rio de Janeiro également, du 15 au 23 juin, parallèlement à la conférence officielle. Pour la justice sociale et environnementale, contre la marchandisation de la vie et de la nature et pour la défense des biens communs, les organisations, les réseaux et les mouvements sociaux s'opposeront à la construction néfaste qu'on prétend imposer : « l'économie verte » dont nous avons tant parlé dans les bulletins de cette année.

Ainsi, les thèmes principaux du Sommet des Peuples seront les causes structurelles de la crise environnementale et les fausses solutions proposées par les gouvernements et par les entreprises, les solutions proposées par les peuples, l'articulation des campagnes et des luttes communes. Les expériences et les projets qui montrent qu'il est possible de vivre en société de façon fraternelle et durable s'opposeront à l'individualisme et à la destructivité du système dominant. La voie qui s'ouvrait devant nous nous a été volée, mais nos cœurs continuent de battre avec le souhait d'en ouvrir d'autres vers un monde où l'espoir pourra fleurir.

[index](#)

– De l'énergie durable pour tous, ou encore un plan pour accroître les profits des compagnies énergétiques ?

Énergie durable pour tous (SEFA d'après l'anglais) est une initiative lancée par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en octobre 2011, qui a gagné du terrain à l'approche de Rio+20. Ban Ki-moon a précisé qu'à son avis, elle occupera le devant de la scène à Rio+20 et qu'elle suivra son cours, quel que soit le résultat des négociations de l'ONU.

Les objectifs officiels de SEFA pour 2030 sont : a) de doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique ; b) de doubler la part de l'énergie renouvelable ; c) d'assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes.

En eux-mêmes, ces objectifs sont très problématiques : « l'énergie renouvelable » n'est pas définie mais les documents montrent que les grands barrages hydroélectriques, les agrocombustibles et les plantations de biomasse entrent dans cette catégorie. Le fait d'accroître la part de l'énergie renouvelable ne va pas forcément réduire la consommation de combustibles fossiles, puisque l'utilisation d'énergie augmentera considérablement dans le monde : SEFA vise à augmenter « l'accès » à l'énergie dans le Sud, mais ne dit rien sur le besoin de diminuer la surconsommation d'énergie dans le Nord. Finalement, les trois objectifs sont entièrement indépendants les uns des autres. « L'accès à l'énergie » dans le Sud ne signifie pas que cette énergie sera renouvelable, efficace ou « durable » ; cela peut signifier tout simplement qu'il y aura davantage de centrales électriques au charbon ou une plus forte exploitation des sables bitumineux.

Pourtant, le plus inquiétant est peut-être la nature même de l'initiative SEFA : elle est dirigée par un Groupe de haut niveau dont les membres ont été triés sur le volet par Ban Ki-moon et qui inclut des représentants de grandes entreprises telles que Siemens, Statoil, Eskom, Riverstone Holdings, Bloomberg New Energy Finance et d'autres encore. Les seuls gouvernements représentés sont ceux des États-Unis, de l'UE, de l'Inde et du Brésil. Charles Holliday, président de la Banque d'Amérique, est un des deux présidents du Groupe de haut niveau de SEFA. Le programme d'action de SEFA, c'est-à-dire son programme de travail, a été produit par ce groupe en secret, sans le moindre semblant de consultation.

Le message-clé qui parcourt tout le programme d'action et d'autres documents de SEFA est le « besoin » de « catalyser l'investissement » en éliminant toute « barrière ». Plutôt que de réglementer les investissements des entreprises, SEFA cherche à les faciliter, quels qu'en soient les effets sur la société, l'environnement et le climat. Les entreprises devront aider les gouvernements à concevoir et à mettre en œuvre des politiques énergétiques favorables aux affaires. À leur tour, les gouvernements devront engager des fonds publics pour aider les entreprises à couvrir les frais de démarrage et pour les assurer contre les risques financiers. Cela inclut de financer la recherche et le développement, des projets pilotes, l'assistance technique, des subsides, des cautions d'emprunt et d'autres moyens de « minimiser les risques » pour les investissements du secteur privé. La société civile est reléguée aux fonctions de soutien et de facilitation : le programme d'action suggère que les organisations de la société civile pourraient travailler en partenariat avec les compagnies, « éduquer » les communautés du Sud, mettre en œuvre des projets, etc.

SEFA n'est pas un nouvel organe de financement mais un « bureau central » pour des engagements et des partenariats volontaires. Les gouvernements et les entreprises sont encouragés à lui présenter leurs engagements politiques. Le Ghana a été le premier pays à le faire formellement. La clé de voûte de son engagement est l'augmentation de l'utilisation de gaz naturel, accompagnée de soutien pour la construction de nouveaux gazoducs et usines de traitement. Il inclut aussi le Plan d'action renouvelable, déjà approuvé, qui appuie l'expansion des plantations industrielles pour la production d'agrocombustibles. Jusqu'ici, n'importe quel investissement en énergie, du moins dans le Sud, peut être présenté comme un engagement, en arguant qu'une augmentation de la génération d'énergie se traduira par une augmentation de « l'accès à l'énergie ». Le secrétariat de SEFA a confirmé que les

gouvernements seront libres de choisir quels types d'énergie ils souhaitent inclure dans les engagements de leurs pays, sans même prétendre de se soucier de leur « durabilité », malgré le titre de l'initiative.

À beaucoup d'égards, l'initiative SEFA peut donc être perçue comme une suite et un développement possible du financement d'énergies polluantes et destructives comme, par exemple, celui de la Banque mondiale (membre du Groupe de haut niveau). Cependant, SEFA s'insère dans une tendance beaucoup plus récente et dangereuse : en tant qu'initiative de l'ONU, elle représente une tentative de remplacer les négociations multilatérales et les conventions par des partenariats entre plusieurs parties publiques et privées. Il s'agit donc d'un exemple particulièrement fort de ce que beaucoup d'organisations de la société civile ont décrit comme la « capture de l'ONU par les grandes entreprises ».

Vous êtes invités à signer la lettre ouverte où les gouvernements sont appelés à rejeter l'initiative Énergie durable pour tous (SEFA). Vous trouverez cette lettre à l'adresse : http://www.wrm.org.uy/actors/CCC/reject_SEFA.html

Pour la signer, veuillez envoyer un courrier électronique, indiquant le nom de votre organisation et celui de votre pays, à biofuelwatch@gmail.com

Almuth Ernsting, Biofuelwatch, adresse électronique : info@biofuelwatch.org.uk

Pour en savoir plus veuillez visiter : <http://www.biofuelwatch.org.uk/2012/sefa/>

[index](#)

– L'économie verte selon la FAO : davantage de 'déserts verts'

La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) organisera le 18 prochain une activité parallèle à la Conférence Rio+20, intitulée « Les forêts : le cœur d'une économie verte ». La FAO affirme que les initiatives durables basées sur les forêts peuvent offrir une voie de transition vers une économie à faible intensité de carbone, et ajoute que cette activité « mettra en relief le rôle que jouent les forêts et l'industrie pour garantir la subsistance locale ». L'organisation estime aussi que, si la gestion des forêts se fait de façon intelligente du point de vue climatique, elle représente « un effort de collaboration entre les gardiens des forêts publiques, les entreprises privées et les communautés locales ». [1]

Nous savons tous qu'il existe des expériences de gestion durable des forêts tropicales, menées par les peuples des forêts depuis de nombreuses générations, et basées sur une connaissance profonde et sur une vision holistique de la forêt. Pourtant, ces communautés ont de plus en plus de difficultés à survivre, du fait qu'un autre type de gestion des forêts tropicales, prédatrice cette fois, basée sur l'extraction de bois, sur l'expansion des plantations industrielles d'arbres tels que le palmier à huile, sur l'extraction minière et sur la construction d'infrastructures pour la génération d'énergie, encourage une destruction incessante. Entre 2000 et 2010, 130 millions d'hectares de forêts tropicales ont été détruits. Et la mode des « services environnementaux » – un autre thème qui sera débattu pendant la rencontre de la FAO – est aussi une menace

pour les peuples des forêts, qui se présente sous la forme de projets REDD+ (voir le bulletin n° 169 et 175).

Le fait que la forêt soit encore considérée seulement comme une source de bois exploitée par des entreprises privées qui tirent profit de la consommation de produits de luxe en bois, surtout dans les pays du Nord, est étroitement lié à la définition de forêt que donne la FAO : « des terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectare avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à cinq mètres et un couvert arboré de plus de 10 %, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ ». Pourtant, la forêt est beaucoup plus qu'un ensemble d'arbres, elle contient toute une diversité biologique qui inclut les communautés humaines qui y vivent ou qui en dépendent. [2]

Ce qu'il faut, comme le dit la FAO, est un « effort de collaboration », mais dans l'activité prévue cela se traduit par la présence de représentants des gouvernements, de la Banque mondiale et du secteur forestier industriel, comme l'Association brésilienne de la pâte et du papier (BRACELPA), dont Suzano fait partie, et l'UMP, une entreprise transnationale finlandaise. Ni les représentants des communautés, ni ceux qui gèrent la forêt de façon vraiment durable, ni ceux qui sont touchés par les activités des entreprises qui pratiquent la monoculture d'arbres ou l'exploitation du bois (souvent certifiées par le FSC malgré les réclamations et la souffrance que ces communautés ont rapportées à plusieurs reprises), n'ont été invités à y participer. En revanche, le FSC sera présent, ce qui n'est pas du tout surprenant.

Il est évident que, pour les communautés qui subissent aujourd'hui les effets négatifs des politiques encouragées par la FAO, il vaudrait mieux que cet organisme de l'ONU discute directement avec elles plutôt qu'avec le secteur privé, pour essayer de revoir sa définition de forêt. Tel est le nœud de la question. La révision de cette définition et le dialogue avec les communautés pour formuler des idées directrices sur des politiques efficaces pour la protection des forêts seraient vraiment une manière intelligente de faire les choses.

[1] <http://www.fao.org/forestry/trade/76571/es/>

[2] <http://www.wrm.org.uy/forests.html>

Winnie Overbeek, WRM, winnie@wrm.org.uy

[index](#)

– Le grand cirque du « verdissage »

À la fin de ce mois, les pays, les entreprises et la société civile du monde se réuniront à Rio de Janeiro dans la Conférence de l'ONU sur le développement durable. Ils ont accepté la tâche, apparemment impossible, de trouver des solutions aux problèmes environnementaux qui se posent à nous. La déforestation, la désertification, l'épuisement des océans, la pollution des fleuves et de l'air, la diminution de la diversité biologique et le réchauffement planétaire représentent une menace réelle pour la vie sur la terre.

Ni la date ni le lieu de la conférence ne sont une coïncidence. Il y a exactement deux

décennies, Rio de Janeiro accueillit le très important Sommet de la Terre, que l'on appelle Rio 92 et qui éveilla dans le monde entier un sentiment d'urgence : la planète et ses habitants étaient en danger et il restait peu de temps pour agir. Le monde avait besoin d'un nouveau modèle, basé sur le « développement durable ». Gouvernements, entreprises et ONG convinrent tous que cet objectif ne pourrait être atteint que grâce à la coopération.

Or, les entreprises ne voulaient pas de nouvelles règles pour l'extraction minière, la pêche, l'agriculture ou la sylviculture. Elles alléguèrent que les objectifs volontaires étaient beaucoup plus efficaces que les lois et les réglementations obligatoires en matière de société et d'environnement. Du point de vue des entreprises, la croissance économique, le libre-échange et l'ouverture des marchés restaient les piliers de la durabilité. Les écosystèmes dynamiques ne seraient sauvés qu'en associant la protection environnementale à la rentabilité. Cette vision bornée du « développement durable » s'attira beaucoup de sympathisants dans le monde entier.

Avant Rio 92, les entreprises et les industries étaient perçues comme les principales responsables de la dégradation environnementale et de l'injustice. Dans le monde entier, les entreprises minières étaient accusées de la pollution des fleuves, les mouvements indigènes protestaient contre la déforestation, et les banques étaient critiquées pour leurs investissements discutables. Leurs logos évoquaient la destruction des forêts, la pollution de l'air et les violations des droits de l'homme. Le monde des affaires avait un grave problème de crédibilité.

Le Sommet de la Terre marqua un tournant dans l'histoire. Les gouvernements promirent de créer des emplois écologiques et d'adopter une économie « verte » ; les consommateurs commencèrent à acheter des produits respectueux de l'environnement et les multinationales publièrent leur politique de « responsabilité sociale ». Les sociétés pétrolières soutinrent des projets d'eau propre, les banques d'investissement financèrent des programmes d'éducation et les industries minières plantèrent des arbres.

Rio 92 ayant ainsi ouvert les yeux de tous, on pourrait penser que nous vivons maintenant dans un monde vert, juste et durable ou, du moins, que ce monde est meilleur qu'il ne l'était il y a vingt ans. Or, les faits et les chiffres nous rappellent à la réalité. Malgré toutes les prétentions de durabilité, l'extraction de matériaux a augmenté de 40 % depuis le Sommet de la Terre. La production de matières plastiques a doublé. Aujourd'hui, nous vivons et nous consommons comme si nous avions deux planètes Terre à notre disposition, et les pays et les régions riches continuent à utiliser cinq fois plus de ressources que leurs homologues pauvres. Les océans sont plus exploités qu'il y a vingt ans, et nous émettons 40 % plus de CO₂ qu'en 1992.

Le Sommet de la Terre donna lieu à d'autres conférences de l'ONU concernant le changement climatique, la disparition de la diversité biologique et la désertification, mais elles ont toutes échoué parce qu'elles proposent des solutions fausses à des problèmes réels. L'idée de « verdir » l'économie peut paraître bonne, mais va-t-elle vraiment s'attaquer au cœur du problème ?

La question sera débattue à Bruxelles, au cours du « Grand cirque du verdissage » qui aura lieu le 23 juin. Coïncidant avec le sommet Rio+20, cette conférence organisée par

l'ONG belge Climaxi portera sur quelques-unes des fausses solutions de la crise climatique. Le « verdissage » a été souvent une stratégie réussie pour les compagnies et les organisations qui veulent faire croire au public qu'elles prennent les problèmes au sérieux. Elles peuvent utiliser le logo d'une ONG prestigieuse ou un label qui inspire la confiance, tout en poursuivant leurs activités non durables.

Dans les ateliers de cette rencontre, des orateurs internationaux traiteront de plusieurs questions : l'image « verte » que se donnent les banques pour déguiser leurs investissements louches ; les OGM et la RTRS (sur le soja « durable ») ; le commerce du carbone et les mécanismes de développement propre ; le mythe des labels tels que FSC, MSC, RTRS, etc.

En plus des ateliers, il y aura aussi la projection de deux documentaires provocateurs : « Gasland », sur le gaz de schiste aux États-Unis, et « Le silence des pandas. Ce que le WWF ne dit pas ». Ce dernier documentaire, réalisé par Wilfried Huismann et la chaîne de télévision allemande WDR, a suscité beaucoup de controverse à sa sortie en Allemagne, à cause de ses critiques à l'égard du WWF. Cette organisation de conservation de la nature a porté l'affaire devant les tribunaux, se plaignant de fausses accusations et d'inexactitudes, et exigeant l'interdiction du film. Climaxi a invité le réalisateur à projeter le film et à expliquer la recherche qu'il a faite au sujet de cette organisation de renommée mondiale. Un représentant du WWF participera au débat qui aura lieu après la projection.

Pendant cette conférence, un « prix du verdissage » sera décerné à l'entreprise ou à l'organisation qui réussissent le mieux à tromper le public par une image écologiste et durable qui dissimule ses pratiques polluantes et son impact négatif. Cinq candidatures sont soumises à votation sur le site web de Climaxi, et le gagnant sera annoncé à la fin de la conférence à Bruxelles.

Journalistes An-Katrien Lecluyse et Leo Broers

[index](#)

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

– Le sommet des peuples à Rio : un processus d'accumulation et de convergence des luttes populaires

La Conférence Rio+20 commencera dans quelques jours, après un processus de négociation où quelques gouvernements de pays riches et des groupes d'entreprises influentes ont essayé d'imposer une marche arrière par rapport aux principes de Rio 92 (les responsabilités communes mais différenciées, le principe de précaution, le droit à l'information et à la participation...), et de démanteler des droits déjà consolidés (les droits des peuples indigènes et des populations traditionnelles, ceux des paysans, etc.).

Le processus officiel propose d'instaurer des formes de gouvernement mondial de l'environnement, chargées de gérer et de faciliter « l'économie verte », où la Banque mondiale et d'autres institutions financières joueront un rôle central. Un nouveau cycle

d'endettement et d'ajustements structurels aux allures écologiques sera ainsi encouragé.

Beaucoup d'organisations et de mouvements sociaux se sont unis pour répudier ce processus ; ils ont appelé à renforcer dans le monde entier les mobilisations et l'élaboration d'alternatives pour réussir à transformer en profondeur le système actuel de production et de consommation. Grâce à l'articulation sociale ils ont organisé le Sommet des Peuples, qui se tiendra du 15 au 23 juin à Rio de Janeiro, dans le quartier Flamengo, parallèlement à la conférence officielle des Nations unies, Rio+20.

Le Sommet des Peuples à Rio+20 pour la justice sociale et environnementale n'est pas seulement une activité organisée par la société civile mondiale : il vise à être un processus historique d'accumulation et de convergence des luttes locales, régionales et mondiales, une occasion de faire face aux graves problèmes qui se posent à l'humanité et de montrer le pouvoir politique dont dispose un peuple organisé. Son cadre politique est la lutte anticapitaliste, des classes et antiraciste, anti-patriarcale et anti-homophobe.

L'invitation à adhérer à ce processus et à connaître les initiatives, le calendrier d'activités, les documents et les propositions reste ouverte à l'adresse <http://cupuladospovos.org.br/fr/quest-ce-que-cest/>

Vous pouvez également suivre le déroulement du sommet sur Twitter (<http://twitter.com/#!/cupuladospovos>)

[index](#)

- La Vía Campesina fait face à l'avancée du capitalisme, à Rio+20 et au-delà

Vingt ans après le « Sommet de la Terre, la Conférences des Nations unies sur l'environnement et le développement, La Vía Campesina que non seulement les causes réelles de la dégradation environnementale, économique et sociale ne sont toujours par combattues, mais que Rio+20 servira à approfondir les politiques néolibérales et les processus capitalistes d'expansion, de concentration et d'exclusion qui nous ont plongés dans une crise écologique, économique et sociale de grandes proportions. Derrière le terme trompeur d'économie verte, de nouvelles formes de pollution et de destruction environnementale sont maintenant introduites, ainsi que de nouvelles poussées de privatisation, de monopolisation et d'expulsion de nos terres et de nos territoires.

La Vía Campesina annonce qu'elle se mobilisera autour de cet événement, pour faire entendre la voix des paysans dans le débat mondial et pour défendre une voie différente vers le développement, fondée sur le bien-être de tous, une voie qui assure l'alimentation pour tous, qui protège les biens communs et les ressources naturelles, garantissant qu'ils servent au « bien vivre » de tous et non au désir d'accumulation d'une minorité. (Voir http://viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=702:les-peuples-du-monde-face-a-lavancee-du-capitalisme-rio-20-et-au-dela&catid=46:changements-climatiques-et-agrocarburants&Itemid=71)

- Contre la mainmise des entreprises sur Rio+20

En avril dernier, nous avons diffusé l'appel de plusieurs organisations de la société civile et mouvements sociaux internationaux à signer une déclaration et à adhérer à la campagne qui vise à récupérer l'ONU en tant que forum des peuples, en s'opposant à la capture industrielle de cet organisme et de Rio+20.

Plus de 335 organisations ont uni leurs voix à cet appel. La diffusion se poursuit et, sans aucun doute, ce nombre continuera de grandir à mesure qu'on approche de Rio+20, où les revendications contenues dans la déclaration seront divulguées.

L'appel s'est élargi maintenant, pour donner à chacun la possibilité d'appuyer ce mouvement qui vise à libérer l'ONU de la mainmise des entreprises. Les Amis de la Terre International ont mis en route une action par courrier électronique, qui consiste à envoyer une lettre au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, l'exhortant à prendre des mesures pour mettre fin à l'influence des entreprises.

Nous pouvons contribuer à divulguer cette action et à faire pression sur l'ONU, pour faire en sorte que notre appel à résister à la mainmise industrielle ne soit pas ignoré à Rio.

Vous trouverez l'action par courrier électronique à l'adresse http://www.foei.org/fr/get-involved/take-action/libérons-l2019onu-de-la-capture-industrielle?set_language=fr

- Publication sur l'économie verte

"Economía verde. El asalto final a los bienes comunes" (L'économie verte, assaut final contre les biens communs) est une publication sans droits de propriété intellectuelle, réalisée par GRAIN, l'Alliance Biodiversité, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) et les Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes (ATALC) [http://www.wrm.org.uy/temas/Economia_Verde/asalto_final_a_los_bienes_comunes.pdf, en espagnol seulement]. Le rapport porte sur l'aggravation de la crise climatique et environnementale et de la tentative des gouvernements et des entreprises de la transformer en un nouveau secteur d'affaires, dénommé « économie verte ».

Par des articles sur la poursuite de la destruction des forêts tropicales gérées de façon « durable » en Amérique latine et aux Caraïbes, sur la marchandisation et la privatisation qui découlent des projets REDD dans plusieurs pays d'Amérique latine, et sur les conséquences des nouveaux projets pour l'agriculture, pour la santé et pour les peuples en général, la publication montre que l'économie verte, plutôt qu'une solution, est une nouvelle version du même problème.

- Vidéo sur REDD

“L'histoire de REDD - Une réelle solution à la déforestation?” est une vidéo réalisée par FERN (<http://www.fern.org/fr/publications/briefing-note/lhistoire-de-redd-une-r%C3%A9elle-solution-%C3%A0-la-d%C3%A9forestation>) qui traite d'un des points les plus controversés du débat sur le changement climatique : le système REDD. Derrière l'idée de base selon laquelle les gouvernements, les entreprises et les propriétaires de forêts des pays du Sud devraient être récompensés pour conserver leurs forêts au lieu de les abattre, se cachent des questions plus complexes, que toute initiative de diminution de la déforestation devrait prendre en considération. Comme d'habitude, c'est dans les petits détails que résident les gros problèmes.

[index](#)

- Vidéo sur l'économie verte

“Financiarisation de la nature, l'exemple des forêts”, <http://vimeo.com/43166099>, c'est une vidéo de Alter-Echos (alter-echos.org) « L'économie verte » promue par les institutions internationales, et qui sera à l'ordre du jour du prochain sommet Rio+20 étend les logiques de financiarisation et de marchandisation à la nature. Alter-Echos poursuit son travail d'explicitation de « l'économie verte » en prenant l'exemple du dispositif REDD (Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts) avec une vidéo donc le directeur du Focus on the Global South explique comment les dispositifs REDD réduisent la forêt à un stock de carbone à fin de l'insérer dans les marchés carbone. Spéculation financière, effet d'aubaine, remise en cause des droits de populations locales, perte de souveraineté et absence de réduction des émissions sont quelques-unes des conséquences.

[index](#)
